



CLASSEMENT EDURANK 2023 : L'UCAD GAGNE 7 POINTS AU NIVEAU AFRICAIN



L'édition 2023 du classement Edurank a été révélée. L'Université Cheikh Anta Diop est à nouveau classée première en Afrique francophone, elle conserve ainsi sa place de leader. Pour la deuxième fois cette année, l'Ucad garde la tête du classement, puisque Unirank également l'avait placée première chez les francophones d'Afrique.

Ce qui est nouveau ici, c'est le nombre de places gagnées en Afrique, toutes langues confondues. En effet, l'Ucad occupe cette année la 21ème position alors qu'elle était classée 28ème l'année dernière. Un progrès notable, en dépit du contexte de crise depuis plusieurs mois. L'Université Gaston Berger de Saint-Louis est à la 110ème place. Les autres universités sénégalaises sont invisibles dans ce classement qui répertorie les 200 meilleures universités du continent.

Comme toujours, il y a une domination des universités anglophones. L'Afrique du Sud reste sans concurrent (7 sur les 10 premiers), suivie de loin par l'Égypte (2 sur les 10 premiers). Le Kenya, la Ghana, le Nigéria, l'Ouganda et l'Éthiopie figurent dans les 20 premières places avec une université chacun.

https://www.seneweb.com/news/Education/classement-edurank-2023-l-rsquo-ucad-gag_n_425324.html

Ucad : Le Conseil académique prolonge les cours en distanciel



Le 08 novembre 2023, le Conseil académique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, sous la houlette du Recteur, Professeur Ahmadou Aly Mbaye, s'est réuni pour discuter des mesures relatives au calendrier universitaire. À l'issue de cette réunion, plusieurs décisions importantes ont été prises afin de garantir la continuité des activités pédagogiques malgré les défis persistants liés à l'environnement sécuritaire.

D'après le communiqué parvenu à PressAfrik, « tout d'abord, le Conseil académique a décidé de finaliser les activités pédagogiques de l'année 2022-2023 en mode distanciel, sous la supervision et l'accompagnement attentif du Rectorat. Cette mesure vise à assurer la continuité de l'enseignement tout en tenant compte des impératifs de sécurité actuels ».

De plus, le Conseil a pris l'initiative de prolonger les travaux du comité de sécurité. Ce dernier « a pour mission de formuler des recommandations précises concernant les scénarios envisageables pour une reprise des cours en présentiel. Ces propositions, élaborées en tenant compte de l'évolution de la situation sécuritaire, devront être soumises au Conseil académique au plus tard le 30 novembre 2023 », lit-on sur le document.

<https://www.pressafrik.com>

Pr Gayane Faye : « Ce que ce satellite peut apporter au Sénégal... »



Tout projet spatial doit partir d'un besoin réel. Le satellite dénommé GAINDESAT-1 (Gestion Automatisé d'INformations et de Données Environnementales par SATellite) permettra de tester un certain nombre d'applications notamment la collecte de données environnementales et l'imagerie spatiale. En effet, plusieurs structures nationales comme la DGRPE (Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau), l'OLAC (Office des Lacs et Cours d'Eau), l'ANACIM entre autres, collectent des données environnementales à travers des stations de collecte installées à travers le pays.

Pour rapatrier les données, ils sont obligés de faire le tour de ces stations ce qui est à la fois fastidieux et coûteux ou utiliser la télétransmission en utilisant le réseau des opérateurs de téléphonie ce qui constitue une charge financière supplémentaire. Le projet permettra, à chaque fois que le satellite passe au-dessus du Sénégal (il y aura deux à trois passages par jour) de se connecter à ces stations de mesure et aspirer toutes les données avant de les envoyer à la station de réception de Diamniadio, les données seront ensuite mises à la disposition des structures propriétaires.

https://www.seneweb.com/news/Technologie/pr-gayane-faye-coordonnateur-du-projet-s_n_424897.html

Un expert suggère la formation accrue d'experts africains en cybersécurité



L'ingénieur en informatique, en électronique et en télécom, Mouhamadou Sall, suggère une formation accrue d'experts et spécialistes africains en cybersécurité et cyberdéfense devant la montée en puissance des groupes malveillants qui profitent du numérique pour commettre leurs forfaits.

« Nous sommes aujourd'hui dans l'air du numérique. Le monde est en danger du fait des malveillants qui agissent pour diverses raisons (...). Aujourd'hui, en permanence les données sont en perpétuel danger. Il faut davantage former des experts, des spécialistes en cybersécurité en cyberdéfense pour faire face à ces groupes malveillants », a-t-il notamment plaidé.

M. Sall président de l'Ecole Centrale Polytechnique d'ingénieurs (EPCI) de Dakar intervenait, jeudi, en marge de la cérémonie de remise de diplômes (BTS) d'Etat en cyber-sécurité à des étudiants de son établissement.

Il estime que dans ce contexte de développement accéléré du numérique partout dans ce monde, « l'Afrique est loin d'avoir le nombre d'experts ou de spécialistes formés ».

<https://aps.sn/un-expert-suggere-la-formation-accrue-dexperts-africains-en-cybersecurite/>

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

LES UNIVERSITÉS SUD-CORÉENNES BIENTÔT À LA PORTÉE DES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS



Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Kamel Bedari, a tenu une importante réunion ce mardi avec l'ambassadeur de la République de Corée du Sud, Yu Ki Jun, au siège du ministère. L'objectif de cette rencontre était d'explorer les opportunités de renforcer la collaboration entre les universités algériennes et leurs homologues coréennes.

À l'issue de la rencontre, un projet de jumelage entre les universités des deux pays a été évoqué. L'un des points saillants de cette réunion a été la discussion sur la possibilité de conclure des accords de jumelage entre les institutions d'enseignement supérieur des deux pays. Ces accords visent à promouvoir un partenariat scientifique et technologique dans plusieurs domaines clés, notamment les mathématiques, l'intelligence artificielle, l'informatique quantitative et les technologies de pointe.

De plus, un accent particulier a été mis sur la promotion de l'apprentissage de la langue arabe et coréenne, ce qui pourrait favoriser la compréhension culturelle et linguistique entre les deux nations.

<https://www.algerie360.com/les-universites-algeriennes-et-sud-coreennes-bientot-jumelees-par-un-accord/>

Québec : Les universités anglophones font une offre à Legault



Les universités anglophones du Québec ont offert au premier ministre François Legault de franciser au moins 40 % de leurs étudiants non francophones venant du reste du Canada et de l'étranger, notamment avec l'instauration de cours obligatoires. Elles veulent en contrepartie que son gouvernement renonce à doubler les droits de scolarité pour les étudiants des autres provinces et abandonne la nouvelle tarification pour les étudiants étrangers.

Les recteurs des universités McGill, Concordia et Bishop's ont rencontré François Legault à ses bureaux de Montréal en fin d'avant-midi lundi. Ils lui ont fait une proposition pour convaincre le gouvernement de reculer sur son nouveau modèle de tarification annoncé le 13 octobre.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, entend faire passer de 9000 \$ à 17 000 \$ les droits de scolarité des étudiants canadiens non-résidents du Québec pour la rentrée de l'an prochain, ce qui représenterait 110 millions de dollars. Elle veut fixer un tarif plancher à 20 000 \$ pour les étudiants étrangers, montant sur lequel le gouvernement entend percevoir 3000 \$.

<https://www.lapresse.ca/actualites/education/2023-11-06/franciser-plutot-que-faire-payer-les-etudiants/les-universites-anglophones-font-une-offre-a-legault.php>

Canada : Des centaines d'étudiants étrangers victimes de fraudes et menacés d'expulsion



Vinay Sally est arrivé au Canada en 2018 comme étudiant international "en ignorant que la lettre d'offre fournie par son agent d'immigration était fautive", rapporte le site canadien d'information Press Progress. Cet étudiant indien en pharmacie en a été quitte pour fréquenter un établissement différent de celui qu'il avait choisi – mais il a perdu le montant des frais de scolarité qu'il avait acquitté auprès d'un agent.

Puis "soudain, l'an dernier, j'ai reçu une lettre de [l'Agence canadienne des services frontaliers] indiquant que je n'étais pas autorisé à rester", explique-t-il. Des centaines d'étudiants étrangers sont dans la même situation, assure Sarom Rho, de l'organisme de défense des droits des migrants Migrant Workers Alliance for Change. "Ce sont les étudiants [...] qui sont punis, qui courent le risque d'être arrachés à leurs amis, à leur foyer et à leur vie ici".

Mme Rho confie au quotidien Le Devoir que "des collèges clandestins" réussissent même parfois à s'associer à des institutions publiques et que même celles-ci peuvent constituer un lieu d'exploitation des étudiants étrangers.

<https://www.courrierinternational.com/article/education-au-canada-des-centaines-d-etudiants-etrangers-victimes->

Ethiopie : les universités de la région en crise d'Amhara n'ouvriront pas cette année



Le Forum des établissements régionaux d'enseignement supérieur, un regroupement de 10 universités publiques de la région d'Amhara, ont annoncé que les universités publiques de la région n'ouvriront pas leurs portes cette année. Le secrétaire général du Forum, Asmare Dejen, s'est confié à Voice of America (VoA), Amharic Service.

Selon Asmare Dejen, les universités membres du Forum sont « parvenues à un consensus pour ne pas appeler leurs étudiants jusqu'à ce que la situation de paix dans la région s'améliore », rapporte le média. Alors que certaines universités envisageaient de lancer les inscriptions, elles ont rencontré des difficultés à attirer les étudiants en raison de la crise sécuritaire dans la région. Laquelle crise a mis à mal les infrastructures routières coupant ainsi les établissements du monde extérieur, notamment des fournisseurs de services comme ceux du secteur de la restauration. Conscients d'être les principaux perdants de la situation, des étudiants de la région ont appelé les universités à reconsidérer leur décision, apprend-on des interviews menées dans la région par VoA.

<https://www.agenceecofin.com/formation/0811-113483-ethiopie-les-universites-de-la-region-en-crise-d-amhara-n-ouvriront-pas-cette-annee>